

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 Nantes Cedex 2

Nantes, le 14/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MONDELEZ International

Route de Clisson
BP 38
44690 La Haie-Fouassière

Références : N4-2024-319

Code AIOT : 0006301415

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement MONDELEZ International implanté Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection visait notamment à contrôler l'application des arrêtés préfectoraux de mesure d'urgence et de mise en demeure pris fin 2023 à la suite de l'épisode de prolifération de légionelles constaté sur 2 TAR de l'installation en septembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MONDELEZ International
- Route de Clisson BP 38 44690 La Haie-Fouassière
- Code AIOT : 0006301415
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une biscuiterie industrielle produisant, sur plusieurs lignes de production, des biscuits sucrés et salés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites détection légionelles dans TAR en sept-2023 - Rapport d'incident	AP de Mesures d'Urgence du 11/11/2023, article 3	Demande d'action corrective	15 jours
2	Mise à l'arrêt des TAR - Plan d'actions et échéancier	AP de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Gestion du risque légionelle – AMR circuit 2 (T2+T3)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1	Demande d'action corrective	15 jours
4	Gestion du risque incendie - plan des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	1 mois
8	Gestion du risque incendie - consignes sur la mise en œuvre des moyens	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 29.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Gestion du risque incendie - formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Sans objet
6	Gestion du risque incendie - registre des exercices	Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 29.1.7	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Gestion du risque incendie - rapports de contrôle des moyens de lutte	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
9	Gestion du risque incendie - test de mise en œuvre des moyens	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de l'épisode en septembre 2023 de prolifération de légionelles dans 2 TAR de l'installation :

- l'arrêté de mesure d'urgence, du 11/10/23, demandait un rapport d'incident sous deux mois. Ce rapport n'a pas été établi ;
- l'arrêté de mise en demeure, du 29/12/23, demandait un plan d'actions sous 3 mois. S'agissant des 2 TAR mises à l'arrêt, leur remplacement par des TAR adiabatiques est programmé pour les prochains mois (le planning précis reste à préciser) ;
- en revanche, pour les 2 TAR qui restent actuellement en fonctionnement, l'AMR et les documents qui en découlent n'ont pas été actualisés.

L'exploitant adressera sous quinze jours le rapport d'incident ainsi que le plan d'actions correctives sur la base de l'AMR actualisée (qui sera également transmise) et les plans d'entretien et de surveillance mis à jour en conséquence. Sans cette transmission, il sera proposé de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 26.I.1 de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921, afin qu'un plan d'actions correctives actualisé soit établi en amont de la période estivale, plus à risque concernant la prolifération et dispersion de légionelles.

Le volet "gestion du risque incendie" de l'inspection a été davantage satisfaisant, seuls quelques points de contrôles appelant des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Suites détection légionelles dans TAR en sept-2023 - Rapport d'incident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 11/11/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, risque légionelles
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet un rapport global sur l'incident à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident
Constats : Le rapport d'incident, qui aurait dû être transmis au plus tard le 4 novembre 2023, n'a pas toujours pas été réalisé ni transmis à l'inspection des installations classées. Néanmoins, la cause de l'incident (vétusté des installations) est connue et les installations à l'origine de l'incident sont à l'arrêt depuis cet incident.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant adressera sous 15 jours le rapport d'incident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°2 : Mise à l'arrêt des TAR - Plan d'actions et échéancier

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, risque légionelles
Prescription contrôlée : L'exploitant fait part à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de sa décision quant aux options envisageables, en joignant un plan d'actions avec échéances associées.
Constats : L'exploitant a fait part de sa décision de remplacer, dans les prochains mois, l'ensemble de ses TAR par des tours adiabatiques. Le planning prévisionnel reste à préciser (les 2 TAR objets du dépassement de septembre 2023 n'ont pas redémarré, les 2 autres devraient être mises à l'arrêt en août prochain).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra sous 15 jours le planning prévisionnel de mise en place des tours adiabatiques. La cessation partielle d'activité (rubrique 2921) sera réalisée selon les dispositions applicables du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°3 : Gestion du risque légionelle – AMR circuit 2 (T2+T3)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1
Thème(s) : Risques chroniques, risque légionelles
Prescription contrôlée : Consignes d'exploitation. / I. - Entretien préventif et surveillance de l'installation / 1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous. L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles

dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- **les actions correctives** portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un **plan d'entretien et un plan de surveillance** adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et **a minima une fois par an**, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*. [...]

Constats :

L'AMR transmise à l'inspection des installations classées suite au dépassement de septembre 2023 concernait les 2 circuits (soit les 4 TAR) du site.

Comme évoqué dans le rapport de l'inspection du 6 octobre 2023, cette AMR est incomplète et présente de nombreuses lacunes. En particulier, le document est daté du 02/06/2021, la fréquence annuelle de révision n'est donc pas respectée.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter cette AMR actualisée. Les plans d'entretien, de surveillance et plans d'actions correctives qui en découlent n'ont par conséquent pas été mis à jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra sous 15 jours l'AMR actualisée (dont le plan d'actions correctives), ainsi que le plan d'entretien, le plan de surveillance et la fiche de stratégie de traitement des TAR en fonctionnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°4 : Gestion du risque incendie - plan des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

Plan des moyens de lutte contre l'incendie.

Plan complet des installations spécifiant l'implantation des sources d'alimentation, des réseaux (publics ou privés), des vannes de barrage et des moyens de lutte contre l'incendie.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant, n'a pas été en mesure de présenter un plan synthétique des moyens de lutte contre l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant adressera sous 1 mois le plan des installations situant les moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°5 : Gestion du risque incendie - formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : L'exploitant a présenté en séance la liste des personnes désignées et leurs attestations de formation.
Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Gestion du risque incendie - registre des exercices

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 29.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Registre des exercices de défense contre l'incendie (jour/nuit/WE/avec SDIS)
Constats : L'exploitant tient à jour un registre des exercices et des compte-rendus associés. Il a présenté en séance le compte-rendu du départ de feu (qui n'était pas un exercice) qui a eu lieu le 7/12/23 dans un four d'une des lignes de production.
Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Gestion du risque incendie - rapports de contrôle des moyens de lutte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des équipements suivants : - extincteurs (31/01/24, ENSI) - poteaux incendie (25/04/23, ENSI) - RIA (04/23, ENSI) - centrale de sprinklage (27/02/23, SPIE) Ces rapports ne comportent pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N°8 : Gestion du risque incendie - consignes sur la mise en œuvre des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2005, article 29.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixent le comportement à observer dans l'enceinte de l'établissement. Ces consignes doivent notamment indiquer : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation,

climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts, etc) ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, - les moyens de confinement à utiliser en cas d'écoulement de produits,
Constats : L'exploitant indique que son personnel est formé à l'utilisation des extincteurs et, pour son personnel ESI, à l'utilisation des RIA. Cependant, les rôles et responsabilités dans l'utilisation des extincteurs et RIA ne sont pas formalisés dans une procédure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant adressera sous 1 mois à l'inspection des installations classées une procédure mise à jour reprenant les dispositions réglementaires rappelées dans la partie « Prescriptions ».
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N°9 : Gestion du risque incendie - test de mise en œuvre des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
Constats : A la demande de l'inspection, l'exploitant procède à un exercice de déclenchement de l'installation de sprinklage. L'exercice montre que l'exploitant a une bonne connaissance de la procédure à mettre en œuvre et que les réserves d'eau et pompes alimentant le réseau de sprinklage sont opérationnelles.
Type de suites proposées : Sans suite